



## Déclaration de l'UNSA Education au CDEN du 13 décembre 2018

Madame la Vice-Présidente du Conseil Départemental,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale,

Le président de la République s'est exprimé lundi soir pour essayer d'apporter des réponses aux revendications des gilets jaunes mobilisés depuis plusieurs semaines. L'UNSA Education rappelle que dans sa déclaration du 17 octobre dernier, elle avait alerté sur le peu d'ambition du gouvernement pour réduire les inégalités.

Dans la rue, des français expriment leur colère de ne pouvoir vivre décemment, ils sont largement soutenus par la population. Des parents se privent des nécessités les plus élémentaires comme se nourrir pour offrir un repas de plus à leurs enfants. Les travailleurs ne comprennent pas que le service public soit inexistant dans leur espace de vie alors même qu'ils paient des impôts directs et indirects. En effet, il n'est pas possible de demander à ceux qui sont déjà financièrement asphyxiés de payer toujours plus.

L'UNSA Éducation prend donc acte de l'annonce de mesures à effet immédiat en 2019, qui s'ajoutent à l'annulation de la taxe sur les carburants déjà décidée. L'UNSA Education s'inquiète cependant, alors que le pouvoir d'achat est en berne pour tous, que les agents publics n'aient pas été cités. L'UNSA Education souhaite rappeler que 46 % des agents publics, les agents publics de catégorie C, ont une rémunération aux environs du SMIC, quand elle ne lui est pas inférieure. Pour l'UNSA Education il n'est donc pas acceptable que ces agents ne soient pas concernés par les annonces du président de la république. Notre fédération s'interroge également sur les effets sur la protection sociale de l'exonération de cotisations sociales. L'UNSA Education veut rappeler avec force son attachement au modèle social républicain de solidarité et redistribution, modèle et valeurs choisis par la France au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Notre Démocratie est fragilisée, et nous sommes à un tournant. Qui peut dire quelle en sera l'issue ? Les défis sociaux sont énormes et le rôle de notre école républicaine est central. La dernière enquête de l'OCDE nous rappelle ce lien étroit qui persiste entre la pauvreté et les résultats scolaires.

Pour l'UNSA Education, le service public et le dialogue social doivent retrouver leur place dans notre pays. Il est urgent que les corps intermédiaires, et notamment les organisations syndicales, puissent retrouver leur rôle dans un pays démocratique. Tout comme il est urgent que l'argent public revienne aux établissements publics et seulement à eux. L'État doit offrir aux enfants de la nation un grand choix de formations gratuites et publiques dans des conditions d'accueil et de formation favorables. Ce n'est pas la suppression des postes, déjà dénoncée par l'UNSA Education, qui va le permettre. Pas plus que le projet de loi sur l'instruction à 3 ans qui prévoit le financement public de la scolarité dans les écoles maternelles privées. L'État doit être clair dans ses actes : l'argent public pour l'école publique. Le choix de l'école privée, qui est un choix personnel, doit donc relever de l'argent privé !

Les enjeux éducatifs sont posés, connus. Et pourtant nos collègues se sentent accablés par une juxtaposition de réformes dont le rythme effréné empêche toute compréhension, approbation puis mise en œuvre sereine. Parcoursup, Bac 2021 et réforme du lycée, si l'UNSA Education ne partage pas toutes les inquiétudes des organisations lycéennes sur ces réformes, nous avons toujours affirmé que ces réformes devaient se faire avec tous les acteurs concernés. C'est une des conditions indispensables à la réussite d'une réforme.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour étudier les modifications de périmètres de recrutement de collèges. L'UNSA Éducation ne manque pas de rappeler régulièrement l'importance de la mixité sociale. Elle constate donc avec satisfaction que c'est un des critères retenus pour établir les périmètres de recrutement des collèges à la rentrée 2019. Nous réaffirmons qu'il faut du courage politique pour permettre cette mixité. Pour l'UNSA Éducation la mixité scolaire est un vecteur indispensable du vivre ensemble. L'UNSA Education affirme avec force que la mise en œuvre de la mixité scolaire permet de combattre la montée de la peur et du rejet de l'autre dont on sent bien aujourd'hui combien ces sentiments doivent toujours partout et tout le temps être combattus.

Nous vous remercions.